

**Union européenne - Corée du Nord  
: L'UE aligne ses listes relatives aux  
personnes et entités faisant l'objet  
de sanctions sur la dernière  
résolution du Conseil de sécurité des  
Nations unies - Communiqué de  
presse du Conseil de l'Union  
européenne**

(Bruxelles, 15 septembre 2017)

Le Conseil a ajouté trois entités, à savoir le Département de la propagande et de l'agitation, la Commission militaire centrale du Parti du travail de Corée et le Département de l'organisation et de l'orientation, ainsi qu'une personne aux listes des personnes et entités faisant l'objet d'un gel de leurs avoirs et d'une restriction de leurs déplacements, transposant ainsi une partie des nouvelles sanctions imposées par la résolution 2375 (2017) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Cette résolution a été adoptée le 11 septembre 2017 en réaction aux activités ininterrompues de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) dans le domaine des armes nucléaires et des missiles balistiques, en violation et au mépris inacceptable des précédentes résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.

La décision du Conseil porte à 63 personnes et 53 entités le nombre total de personnes et entités visées par les mesures restrictives à l'encontre de la RPDC et figurant sur les listes établies par les Nations unies. En outre, 41 personnes et 6 entités sont désignées de manière autonome par l'UE.

Le Conseil va faire le nécessaire pour transposer rapidement les autres sanctions figurant dans la résolution 2375 du Conseil de sécurité des Nations unies. Cela correspond à l'approche adoptée lors de la rencontre informelle des ministres des affaires étrangères de l'UE à Tallinn, le 7 septembre, qui rappelle également la nécessité de faire en sorte que toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies soient mises en oeuvre par l'ensemble des États membres des Nations unies.

L'UE met en oeuvre toutes les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies adoptées en réaction aux programmes nucléaires, aux programmes d'armes nucléaires et aux programmes d'armes de destruction massive d'un autre type et de missiles balistiques de la RPDC. En outre, l'UE a imposé de manière autonome des mesures restrictives à l'encontre de la RPDC qui complètent et renforcent le régime de sanctions des Nations unies.

Les actes juridiques ont été adoptés par procédure écrite. Ils seront publiés au Journal officiel le 16 septembre./.

